

Réflexions sur les projets de privatisation du ministre de l'Education

Quo vadis Education nationale?



Le ministre de l'Education essaie d'écarter le personnel qualifié et d'ouvrir l'enseignement officiel à des gens du monde extérieur, dit l'auteur. Photo: dpa

BRIEF AN DIE REDAKTION

Il y a cinquante ans, l'Education nationale occupait une demi-page dans l'annuaire téléphonique et fonctionnait très bien avec une bonne dizaine de collaborateurs. Aujourd'hui il lui faut douze pages d'annuaire et un nombre incalculable de fonctionnaires. A la même époque existait un syndicat, l'APESS, qui englobait la vaste majorité des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur. Aujourd'hui, c'est la zizanie et le m'en fichisme qui dominent. A l'époque il existait un enseignement privé catholique, uniquement destiné aux jeunes filles qui ne voulaient pas fréquenter l'enseignement officiel. Aujourd'hui toutes sortes d'écoles privées éclosent comme champignons, et l'enseignement officiel bourgeoine en rameaux tellement nombreux que personne ne s'y retrouve plus. A l'époque on était d'accord pour dire qu'il existe des esprits rebelles à tout enseignement, et qu'il ne sert à rien de vouloir les retenir sur les bancs d'une école où ils jouent les trublions. Aujourd'hui

le ministre du ressort prétend les forcer à fréquenter l'école au-delà de toute limite raisonnable.

Si dans le temps, le ministre du ressort qui appartenait depuis des lustres à la CSV se risquait à allouer quelques subsides plus substantiels à l'enseignement des bonnes sœurs, les membres de deux partis, le DP et le LSAP, jetaient les hauts cris et protestaient violemment. Aujourd'hui, le ministre de l'Education, appuyé par justement ces deux partis, soutient ouvertement toutes sortes d'établissements privés. Bien pire, il essaie d'écarter le personnel qualifié et d'ouvrir l'enseignement officiel à des gens du monde extérieur (finance, économie, travail). Une première avancée, mijotée en secret, aurait ouvert des postes de directeurs à des gens qui n'avaient pas la moindre connaissance de l'enseignement. Elle fut apparemment stoppée. Mais à l'heure actuelle on peut craindre qu'une nouvelle lubie, la prolongation de l'obligation scolaire, ne se fasse qu'en collaboration avec des forces étrangères à l'enseignement.

Dans ce contexte il faut également penser aux millions que ce projet va coûter au contribuable. Alors que se posent tant d'autres problèmes bien plus importants dans le domaine des retraites (de plus en plus d'argent partira à l'étranger vu le nombre grandissant de frontaliers; les gens vivent de plus en plus vieux et les maisons de retraite manquent), de la santé (alors que le nombre d'habitants augmente d'année en année, la ministre précédente a diminué le nombre des lits d'hospitalisation; il existe une formidable pénurie de médecins et de personnel soignant alors que le nombre des personnes âgées dépendantes augmente), du logement (prix faramineux de l'immobilier) ...

En un mot: Il existe assez de raisons et de problèmes financiers (le gouvernement, apparemment à court d'argent, prévoit de nouveaux impôts!) pour stopper un projet qui n'apporte aucun élément positif à notre enseignement ni à notre pays.

Raymond Schaack,

Ancien président de l'APES,

Luxembourg